



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

GIPAFOC - IA INTELLIGENCE APPRENTIE

3, boulevard du bâtonnier Cholet – 44100 Nantes

<https://www.intelligence-apprentie.fr/>

SIRET : 424 175 461 00021– TVA n° FR79424175461

Désignation d'un commissaire aux comptes Pour le compte de IA Intelligence Apprentie

Procédure Adaptée – n° marché : 2025 RTPN 4036

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2	PROCÉDURE DE PASSATION	3
ARTICLE 3	DUREE DU MARCHÉ	3
ARTICLE 4	PIÈCES CONTRACTUELLES	3
ARTICLE 5	COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL	4
5.1	Prise en compte par le titulaire de l'organisation	4
5.2	Revue de contrat du marché	4
ARTICLE 6	BONS DE COMMANDE	4
ARTICLE 7	RÉMUNÉRATION	5
7.1	Contenu des prix.....	5
7.2	Mois d'établissement des prix.....	5
7.3	Nature du prix et variation (actualisation comprise).....	5
7.4	Application de la valeur à taxe ajoutée	6
ARTICLE 8	MODIFICATION DE MARCHÉ	6
ARTICLE 9	PÉNALITÉS	7
ARTICLE 10	OBLIGATION DE DISCRÉTION	8
ARTICLE 11	ASSURANCE.....	8
ARTICLE 12	MODALITÉS DE RÈGLEMENT	8
12.1	Paie ment.....	8
12.2	Echéance.....	8
12.3	Modalités de transmission de la facturation	8
ARTICLE 13	DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	8
13.1	Mise en Œuvre.....	8
13.2	Cession.....	9
13.3	Sous-traitance.....	9
ARTICLE 14	PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	9
ARTICLE 15	DÉROGATIONS AU CCAG-PI	11

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ

L'objet de l'appel d'offres concerne la certification des comptes sociaux de l'association GIPAFOC-IA, ci-après dénommé GIPAFOC-IA, à partir de l'exercice clos au 31.12.2024 et exercices ultérieurs jusqu'à la fin du mandat, conformément aux dispositions de la loi du 24 Juillet 1966 et sous réserve des règles propres au GIPAFOC IA.

Cette certification interviendra en 2 phases :

1. Une première phase relative à l'audit des comptes sociaux du GIPAFOC IA : la certification des comptes au 31.12.2025 et pour les exercices ultérieurs jusqu'à la fin du mandat.
2. Une seconde phase relative à la déclaration des données comptables et analytiques pour l'exercice 2024 à destination des organismes de formation en apprentissage (ofa)

ARTICLE 2 PROCÉDURE DE PASSATION

La procédure retenue est celle de la procédure adaptée suivant les dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 du CCP.

Les prestations font l'objet d'un marché à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 140 k€ HT, pendant toute la durée du mandat de 6 ans, passé en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du CCP.

ARTICLE 3 DUREE DU MARCHÉ

La mission d'une durée de 6 ans (mandat des CAC) débute à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2025 pour se terminer en 2031 à l'issue de la présentation en séance des comptes exécutés de l'exercice 2030.

ARTICLE 4 PIÈCES CONTRACTUELLES

Le marché est soumis aux règles du code de la commande publique.

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (AE),
- Le bordereau de prix (BP),
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI) du 30 mars 2021,
- Les actes spéciaux type avenants, postérieurs à la notification du marché,

- Le fichier, éventuel, de question réponse échangé sur PLACE,
- Offre technique et financière du titulaire

ARTICLE 5 COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL

5.1 Prise en compte par le titulaire de l'organisation

Principe général :

Le présent marché est contracté par le GIPAFOC-IA pour son compte.

Responsable de compte des titulaires

Le titulaire désignera un responsable de compte. Il sera l'interlocuteur privilégié du coordonnateur. Il est le garant au niveau de la qualité des prestations fournies dans le cadre du marché.

5.2 Revue de contrat du marché

Afin de suivre le bon déroulement du marché, et avec une fréquence annuelle (à chaque date anniversaire du contrat au plus tard), une revue de contrat sera instaurée avec le titulaire, et réunissant :

- Le titulaire, représenté notamment par son responsable de compte
- Le GIPAFOC - IA

Le coordonnateur pourra se faire accompagner d'experts.

Ce comité de pilotage traitera au minimum des points suivants :

- Revue de la Qualité de Service
- Les prix, le CA généré par le marché, la facturation
- L'examen des difficultés et problèmes rencontrés lors de l'exécution du marché
- Les perspectives d'évolutions des services et fournitures du titulaire
- Les éléments factuels apportés dans la grille RSE, lors du dépôt de l'offre.

La revue de contrat est à l'initiative du titulaire.

Le compte-rendu de la revue annuelle de contrat est à la charge du titulaire, qui doit le remettre aux participants 5 jours ouvrés après la tenue de la réunion.

ARTICLE 6 BONS DE COMMANDE

Les prestations font l'objet d'un marché à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 140 k€ HT, pendant toute la durée du mandat de 6 ans, passé en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du CCP.

L'émission de ces bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Les bons de commande seront adressés au titulaire, par courriel dont l'adresse sera indiquée dans le mémoire.

Les bons de commande comportent au minimum les mentions suivantes :

- le numéro du marché,
- la date d'émission et le n° du bon de commande,
- la nature des prestations commandées,
- les références tarifaires du BP
- les montants HT, TTC et le taux de TVA appliqué,
- l'adresse de facturation.

ARTICLE 7 RÉMUNÉRATION

7.1 Contenu des prix

Le marché est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la prestation y compris, le port, les frais généraux, frais de déplacement, frais d'assurance, frais de livraison et de déplacements, le service, impôts, taxes et redevances de toute nature, et, d'une manière générale, selon les règles d'usage de la profession et / ou les règles de l'art.

Ces prix tiennent compte notamment de toutes les charges et de tous les aléas pouvant résulter de l'exécution du marché y compris celles qui n'ont pas été explicitement décrits mais qui sont néanmoins nécessaires pour l'exécution de la prestation.

La facturation devra mentionner notre numéro de contrat.

7.2 Mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement du prix initial est le mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » ou « M0 ».

7.3 Nature du prix et variation (actualisation comprise)

Les prix sont fermes pendant un an et seront révisés ensuite à la date anniversaire du renouvellement du marché selon la formule suivante :

Le coefficient de révision "Cr" applicable est donné par la formule suivante :

$$Cr = 0,15 + 0,85 (Im / Im0)$$

Formule dans laquelle :

Cr =coefficient de révision

Im0 = valeur de l'index national au mois m0.

Im = valeur du même index connu et publié au mois m.

Le marché est établi sur la base de l'indice national SYNTEC.

Les prix indiqués au bordereau des prix sont assortis d'une clause d'ajustement dans les conditions de l'article R.2112-13 du code de la commande publique.

Toute demande de mise à jour des prix devra être accompagnée des pièces justificatives ayant servi au calcul du nouveau prix.

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir, par courriel, son nouveau tarif (ou barème) avec un préavis de 2 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement. Passé ce délai et en absence de réception de ce courrier, toute demande de révision sera refusée.

Tout ajustement de tarif, accepté par le GIPAFOC-IA, ne nécessite ni la signature d'un avenant, ni la signature d'une annexe.

Toutefois, le prix révisé en application de cette formule ne s'appliquera qu'après accord explicite des parties.

Le changement tarifaire ne s'accompagne pas d'une diminution de la qualité de service offert par le titulaire.

7.4 Application de la valeur à taxe ajoutée

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

ARTICLE 8 MODIFICATION DE MARCHÉ

Toute modification survenant pendant l'exécution du présent marché ne sera effective qu'après la signature d'un document de modification de marché entre les parties.

Des prestations complémentaires, supplémentaires ou similaires pourront être demandées aux titulaires du marché dans les conditions suivantes :

- Par voie de prestations complémentaires :

Par application des dispositions des articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique, le GIPAFOC-IA se réserve la possibilité de conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de marché avec le titulaire du présent marché pour des prestations n'y figurant pas, non prévues au départ

ou devenues nécessaires, à la suite de circonstances imprévues, à la réalisation du présent marché. Le montant cumulé des prestations complémentaires ne doit pas dépasser 50 % du marché initial.

- Par voie de prestations similaires :

Par application des dispositions de l'article Article R2122-7 du Code de la commande publique, le GIPAFOC-IA se réserve la possibilité de conclure ultérieurement des marchés négociés sans publicité préalable ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché.

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés pourront être conclus ne pourra dépasser trois (3) ans à compter de la notification du présent marché.

- Par voie de la clause de réexamen :

Par application des dispositions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, le GIPAFOC-IA se réserve la possibilité conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de l'accord-cadre avec le titulaire du présent accord-cadre pour des prestations faisant l'objet de bon de commande ou de marchés subséquents prévus dans l'accord-cadre initial.

Ces modifications interviennent lorsque, dans le cadre du présent accord-cadre, le ou les montants maximums fixés initialement ont été atteints en raison de circonstances imprévues, d'une augmentation de la demande, ou dans le cadre de prestations qui n'étaient pas prévues initialement. Ces modifications prendront la forme d'un avenant soumis à l'accord préalable du ou des titulaires fixant les modalités de la mise en œuvre, des nouveaux montants des montants maximums des bons de commande ou des marchés subséquents. La clause de réexamen n'a pas pour effet de remettre en concurrence les opérateurs économiques au présent accord-cadre ou de modifier les règles de publicité initiales.

ARTICLE 9 PÉNALITÉS

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3, il n'est pas prévu de montant minimum et maximum de montant de pénalités. Les pénalités s'appliquent au contrat et à ses éventuels avenants.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, la pénalité suivante :

Non-respect de la livraison des documents conformes aux obligations aux missions des commissaires aux comptes :

En cas de retard sur le délai de livraison, il sera appliqué des pénalités au titulaire d'un montant de **1 000 (mille) € HT par journée de retard**, après mise en demeure préalable.

Absence de remise des justificatifs demandés avec la grille RSE :

En cas d'absence de remise des justificatifs de la grille RSE lors de chaque revue annuelle du marché, il sera appliqué une pénalité forfaitaire au titulaire d'un montant de 1 000 € HT.

ARTICLE 10 OBLIGATION DE DISCRÉTION

Le titulaire, qui à l'occasion du présent marché, reçoit communication de renseignements ou documents, est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuelles encourues, le GIPAFOC-IA peut procéder à la résiliation du marché aux torts du titulaire.

ARTICLE 11 ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du GIPAFOC-IA, des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Pour justifier de ces garanties, le titulaire doit fournir une attestation d'assurance d'une compagnie notoirement solvable, portant mention de la durée de validité et de l'étendue des garanties.

ARTICLE 12 MODALITÉS DE RÈGLEMENT

12.1 Paiement

Les factures seront adressées au Siège du GIPAFOC- IA, portant outre les mentions légales, le numéro du marché, sinon retour fournisseur.

12.2 Echéance

Pour le **GIPAFOC- IA**, le règlement s'effectuera par virement bancaire à 30 jours fin de mois date de la réception de la facturation, paiement le 15 ou le 30 de chaque mois, à réception de la facture, livrables acceptés.

12.3 Modalités de transmission de la facturation

Les factures dématérialisées doivent être adressées au GIPAFOC -IA via la messagerie compta@ia-formation.fr.

ARTICLE 13 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Mise en Œuvre

Le titulaire s'engage :

- A exécuter les prestations du marché conformément aux dispositions des documents du marché et suivant le calendrier convenu entre les parties,
- A respecter les exigences spécifiées dans les documents du marché,
- A garantir la continuité de service du marché,
- A exécuter ses obligations avec tout le soin et la diligence nécessaires et à respecter les règles et méthodes du GIPAFOC-IA,
- A informer rapidement le GIPAFOC-IA de toute difficulté empêchant la mise en œuvre du marché,
- A garantir, en cas d'indisponibilité, le remplacement des intervenants pressentis pour l'exécution du présent marché par une personne ayant un profil, une qualification et une expérience similaires.

13.2 **Cession**

Le marché est conclu en stricte considération de la personne du fournisseur. Par conséquent, il ne peut être cédé par le fournisseur à un tiers sans l'accord préalable du GIPAFOC-IA.

13.3 **Sous-traitance**

En cas de sous-traitance d'une partie des prestations du présent marché, le titulaire devra, au préalable, en informer, par tout moyen, le GIPAFOC-IA aux fins d'agrément éventuel. En cas de sous-traitance, la facture présentée par le titulaire devra comprendre la quote-part du sous-traitant agréé.

Par ailleurs, le titulaire du marché doit faire connaître au GIPAFOC-IA le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

ARTICLE 14 PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Par dérogation à l'article 5.2 du CCAG-TIC.

I. Définitions

Contrat(s) : il s'agit des documents, conventions et annexes, signés par le GIPAFOC-IA et le titulaire dans le but d'assurer la bonne exécution du présent Marché.

Données à caractère personnel : il s'agit de toutes les informations relatives à une personne physique identifiée ou identifiable (« Personne concernée ») au sens du RGPD. Une personne physique identifiable peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant comme un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs facteurs spécifiques à l'identité physique, physiologique, génétique, mentale, économique, culturelle ou sociale de cette personne physique.

Lois sur la protection des données : il s'agit du Règlement Général sur la Protection des Données 2016/679 (RGPD) et de toutes les lois et réglementations applicables à la protection des Données à caractère personnel dans les Etats membres.

Marché : il s'agit de Contrat(s) de la commande publique conclu(s) à titre onéreux par le GIPAFOC-IA, pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services, avec un ou plusieurs opérateurs économiques.

Personne concernée : il s'agit de la personne physique identifiée ou identifiable sur laquelle portent les Données à caractère personnel.

Point de contact : il s'agit d'une personne physique à laquelle il est possible de se référer afin d'obtenir des informations.

Responsable de traitement : il s'agit, au sens du RGPD, de la personne physique ou morale, de l'autorité publique, de l'agence ou de tout autre organisme déterminant, seul ou conjointement avec d'autres entités, les finalités et moyens du Traitement des Données à caractère personnel.

Tiers autorisé : il s'agit d'un organisme qui peut accéder aux Données à caractère personnel parce qu'une loi ou le Responsable de traitement l'y autorise expressément.

Tiers non-autorisé : il s'agit de tout autre tiers n'étant pas habilité par une loi ou le Responsable de traitement à accéder aux Données à caractère personnel.

Titulaire : il s'agit de l'opérateur économique, personne physique ou morale, qui conclut le Marché avec le GIPAFOC-IA.

Traitement : il s'agit, au sens du RGPD, de toute opération ou tout ensemble d'opérations réalisé(e) sur les Données à caractère personnel ou sur des ensembles de Données à caractère personnel comme la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, le stockage, l'adaptation ou la modification, la récupération, la consultation, l'utilisation, la divulgation par transmission, la dissémination ou la mise à disposition, l'alignement ou la combinaison, la restriction, l'effacement ou la destruction. Ce Traitement n'est pas nécessairement informatisé et peut être réalisé par le biais de fichiers papier.

Violation de Données à caractère personnel : il s'agit, au sens du RGPD, d'une violation de la sécurité suspectée ou réelle entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de Données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

II. Obligations du Titulaire

Le titulaire a conclu avec le GIPAFOC-IA le marché cité ci-dessus (« Marché »).

A ce titre, le titulaire s'engage notamment à respecter le RGPD en application depuis le 25 mai 2018, ainsi que le droit interne tel que la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

En particulier, le titulaire s'engage à :

- Ne pas utiliser les Données à caractère personnel auxquelles il a accès à d'autres fins que celles spécifiées au présent Contrat ;
- Ne pas divulguer les Données à caractère personnel à des Tiers non-autorisés ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des Données à caractère personnel ;

- Prendre toutes précautions conformes aux usages pour préserver la sécurité matérielle des Données à caractère personnel ;
- Le cas échéant, s'assurer que seuls des moyens de communication sécurisés seront utilisés pour transférer les Données à caractère personnel ;
- En fin de Marché, restituer intégralement les fichiers manuels ou informatisés stockant les Données à caractère personnel selon les modalités prévues au présent Marché ou procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant ces données.

III. Contact

Pour exercer vos droits dans le cadre de l'exécution du présent Marché, vous pouvez former une réclamation auprès de l'Acheteur en charge du Marché, tel qu'identifié sur la [plateforme appel d'offre de la CCI](#), en précisant l'objet de votre mail : "RGPD – REFERENCE DU MARCHE - EXERCICE DES DROITS", qui se mettra en relation avec le délégué à la protection des données personnelles (« DPO »). Le titulaire devra s'assurer de la réception de sa demande par le Point de contact par tous moyens.

Dans l'éventualité où aucune réponse ne serait formulée par votre Point de contact vous devez contacter le DPO à l'adresse du GIPAFOC - IA en précisant les références du marché.

IV. Violation des Données à caractère personnel ou des Lois sur la protection des données

1. Le titulaire informera son Point de contact du GIPAFOC-IA, sans retard injustifié, de tout non-respect présumé des Lois sur la protection des données ou des clauses contractuelles applicables, ou en cas d'interruption grave des opérations ou de toute autre irrégularité dans le Traitement des Données à caractère personnel. Le Titulaire enquêtera rapidement sur tout non-respect et le rectifiera dans les plus brefs délais.
2. Le titulaire s'engage à informer le GIPAFOC-IA dans les meilleurs délais (et au plus tard dans un délai de 48 (quarante-huit) heures après déclaration de la violation auprès de la CNIL dès lors qu'il prend connaissance d'une Violation des Données à caractère personnel en ce qui concerne l'exécution du Marché.

V. Délégué à la Protection des Données à caractère personnel (DPO)

Le titulaire s'engage à communiquer dès la signature du Marché, le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en désigne un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions ; et à défaut le contact sera considéré comme le représentant légal des titulaires.

ARTICLE 15 DÉROGATIONS AU CCAG-PI

Application des dispositions du CCAG-TIC sauf clause contradictoire intégrée dans le présent document.

Articles CCAP	Articles CCAG TIC
Article 9	Articles de 14.1.1 et 14.1.3
Article 14	Article 5.2